



L'accord Fatah-Hamas est-il « gagnant gagnant » ?

Jonathan Cook - *Les factions palestiniennes rivales doivent se rencontrer à Gaza après une décennie d'amères récriminations.*

L'offre du Hamas de se soumettre à un processus de réconciliation longtemps retardé avec ses rivaux du Fatah, indique que l'équilibre des forces régionales pourrait être en sa faveur et contre le président palestinien Mahmoud Abbas, disent les analystes.

Les responsables de l'Autorité palestinienne (AP), dirigés par le Premier ministre Rami Hamdallah, se sont rendus à Gaza ce lundi pour la première fois depuis trois ans, pour mettre à l'épreuve l'engagement du Hamas à participer à un gouvernement d'union.

La première réunion hebdomadaire du gouvernement devrait avoir lieu mardi, une délégation égyptienne supervisant le déroulement des travaux.

L'espoir est que la réconciliation mette fin à une décennie d'une amère dispute entre le Hamas et le Fatah - et à l'ancrage des divisions territoriales entre Gaza et la Cisjordanie occupée.

La plupart des analystes s'attendent à ce que le [processus de réconciliation échoue](#), comme cela a été le cas des tentatives antérieures. La plus grande pierre d'achoppement sera vraisemblablement les élections promises depuis longtemps. Les sondages laissent entendre que le Hamas l'emporterait à nouveau à Gaza et en Cisjordanie.

Néanmoins, l'évolution de la situation est célébrée par les responsables de l'Autorité palestinienne comme une victoire pour Abbas, le chef du Fatah, après que celui-ci ait imposé des sanctions sévères à l'encontre de Gaza au cours de l'été, tentant ainsi d'affaiblir le Hamas pour avoir mis en place une administration parallèle.

Abbas est-il plus seul que jamais ?

Les mesures d'Abbas ont consisté à [réduire la fourniture](#) d'électricité à quelques heures par jour et à [réduire les salaires](#) de milliers de fonctionnaires.

Mais les experts affirment que la mise en œuvre de la réconciliation à l'initiative du Hamas place celui-ci - et pas Abbas - au poste de commande, en l'aidant à trouver une issue à son [relatif isolement régional](#).

[LIRE EGALEMENT : Fatah et Hamas](#)

Abbas, en revanche, semble plus seul que jamais, sans soutien tangible d'Israël, de l'administration américaine ou des États du Golfe dans sa campagne diplomatique pour l'État palestinien.

« La sévérité des mesures contre le Hamas s'est en quelque sorte retournée contre Abbas », a déclaré Nathan Thrall, un analyste basé à Jérusalem de l'International Crisis Group, un groupe de réflexion sur la résolution des conflits.

« [Les sanctions] ont effrayé tout le monde en approfondissant la crise humanitaire et en rapprochant fortement la perspective d'une nouvelle escalade entre Israël et le Hamas. L'Égypte n'avait d'autre choix que de réagir pour essayer de prévenir une autre guerre ».

Thrall a déclaré que les conséquences imprévisibles de ces hostilités pourraient pousser les Palestiniens de Gaza à forcer le [passage frontalier de Rafah](#) vers l'Égypte, ou entraîner des accusations du monde arabe de [complicité de l'Égypte](#) avec Israël.

Le Caire a répondu en partie en allégeant les contraintes sur Gaza, a noté Thrall. Il a fourni du carburant à l'enclave - avec l'approbation tacite d'Israël - au mépris des sanctions d'Abbas.

[LIRE EGALEMENT : Pousser Gaza au suicide](#)

Mais le Caire est également apparu prêt à donner au Hamas la marge de manœuvre nécessaire pour développer un ensemble de liens stratégiques dans toute la région.

L'Égypte et le Hamas ont des « intérêts partagés »

Après qu'Abdel Fattah el-Sisi ait pris le pouvoir en 2013 [en renversant par la force le président élu [Mohamed Morsi](#)], le pouvoir égyptien a scellé la frontière de Gaza avec le Sinaï, rejoignant ainsi le blocus israélien. Il a justifié sa position en accusant le Hamas d'aider les combattants de l'État islamique d'Irak et du Levant (ISIL, également appelé ISIS) dans le Sinaï, et de conspirer avec les Frères musulmans, le mouvement islamique égyptien, pour renverser le régime.

Menachem Klein, professeur de politique à l'Université Bar Ilan près de Tel Aviv et expert en relations israélo-égyptiennes, a déclaré que le Hamas avait progressivement gagné la confiance de al-Sisi.

« La transformation du Hamas en organisation politique a pris de l'ampleur depuis qu'il a remporté les élections [palestiniennes] de 2006 », a-t-il déclaré à Al Jazeera.

Arrivée du Premier ministre palestinien à Gaza, le 3 octobre 2017

Il a souligné que la [charte révisée](#) du Hamas, publiée en mai, avait ouvert la voie à une coopération accrue avec le Caire en renonçant effectivement aux liens du groupe avec les Frères musulmans.

« L'Égypte et le Hamas ont des intérêts communs. Le Hamas peut limiter l'influence de l'ISIL à Gaza et s'assurer que les partisans de l'ISIL qui pourraient exister dans Gaza ne puissent se connecter avec ISIS dans le Sinaï. En retour, l'Égypte peut ouvrir le passage de Rafah et briser le blocus israélien ».

La plus grande concession de la part de l'Égypte, cependant, a pu être son consentement tacite pour que le Hamas renforce ses liens avec d'autres acteurs régionaux, poussant Abbas à l'arrière.

[LIRE EGALEMENT : La nouvelle stratégie du mouvement Hamas](#)

Thrall a noté que, malgré le contrôle de l'Égypte sur le processus de réconciliation, le Hamas a également renouvelé ses liens avec l'Iran et la Syrie.

Le Hamas avait endommagé ses relations avec ces deux acteurs en soutenant les opposants au président syrien Bashar al-Assad lorsque la guerre civile a éclaté en Syrie en 2011.

La perte de Damas en tant que base s'est faite douloureusement ressentir depuis car l'axe chiite constitué de l'Iran, de la Syrie et de l'organisation libanaise du Hezbollah avait fourni au Hamas de l'entraînement, des armes et du renseignement.

Rétablir les liens

Dans un signe de l'engagement du Hamas à rétablir de bonnes relations, une importante délégation de l'organisation s'est rendue à Téhéran en août.

Par la suite, [Yahya Sinwar](#), leader du Hamas à Gaza, a déclaré que la relation « revenait au point où elle était autrefois », ajoutant que l'Iran offrait son aide par « l'argent et les armes ».

Il est possible que les ouvertures du Hamas en Iran et en Syrie soient en partie conçues pour faire contrepoids à l'Égypte, qui, avec un groupe des États du Golfe dirigé par l'Arabie saoudite, s'oppose à l'influence iranienne et chiite en pleine ascension dans la région.

« Le Hamas ne veut pas devoir choisir », a déclaré Thrall à Al Jazeera. « Il veut le soutien diplomatique de l'Égypte et des États du Golfe, mais il sait que c'est l'Iran qui offrira un soutien militaire et que les États sunnites ne le feront pas ».

Une autre indication que le Hamas est susceptible de sortir renforcé du processus de réconciliation – que les initiatives pour l'unité [palestinienne] réussissent ou échouent – est le lien de plus en plus étroit du groupe avec [Mohammed Dahlan](#), le leader exilé du Fatah.

Dahlan, qui vit aux Émirats arabes unis, a cherché un moyen de retourner dans les territoires palestiniens occupés pour contester le leadership d'Abbas, a déclaré Diana Buttu, ancienne conseillère de l'Organisation de libération de la Palestine.

« Si Dahlan veut être un acteur du jeu, il ne peut pas rester en exil. Il doit revenir et faire passer Abbas comme l'obstacle à la réconciliation, comme incapable de résoudre les problèmes de Gaza et de développer une stratégie de libération adéquate », a-t-elle déclaré à Al-Jazeera.

Thrall a observé que l'Égypte voulait une réconciliation à deux niveaux : entre le Hamas et le Fatah, et au sein de Fatah, entre Abbas et des critiques comme Dahlan.

Mais dans la pratique, a déclaré Buttu, l'Égypte place en priorité l'unité entre le Hamas et Dahlan, ainsi que les critiques du Fatah d'Abbas. « Ils ont eu l'opportunité de former un front commun contre le pouvoir d'Abbas, de devenir des alliés », a-t-elle déclaré.

L'Égypte, ainsi que les États du Golfe avec en tête l'Arabie saoudite, note-t-elle, sont de plus en plus exaspérés par l'incapacité d'Abbas à désigner un successeur, à organiser des élections et à promouvoir une nouvelle génération de réformateurs. Ces pays ont donc aidé Dahlan à créer une base de pouvoir à Gaza, lui permettant de canaliser dans l'enclave assiégé, de l'argent venu des Émirats arabes unis.

Les attaches avec Dahlan

Dahlan a intensifié ses efforts le mois dernier en lançant son propre programme de réconciliation Fatah-Hamas, distribuant 50 000 dollars à chacune des familles dont les proches ont été tués ou blessés dans les affrontements de 2007 qui ont chassé le Fatah de Gaza. La compensation a été décidée pour gagner de nouveaux alliés dans les familles les plus puissantes du Hamas et du Fatah.

À la fin de juin, Zvi Barel, un des principaux analystes du journal israélien Haaretz, a déclaré que l'Égypte, les Émirats arabes unis et Israël cherchaient à persuader le Hamas d'accepter d'installer Dahlan comme premier ministre de ce qui deviendrait effectivement un « État de Gaza ». Les loyalistes de Dahlan seraient en charge de la frontière de Rafah dans le Sinaï, et les Émirats arabes unis financeraient une centrale électrique.

Dahlan est connu pour avoir des liens avec Israël et les États-Unis, ainsi que l'Égypte et les Émirats arabes unis, tous le considérant comme le principal candidat pour succéder à Abbas.

[LIRE ÉGALEMENT : Guerre des chefs au Fatah](#)

Selon le rapport de Haaretz, l'Égypte, les Émirats arabes unis et Israël voient l'influence de Dahlan à Gaza comme un moyen d'affaiblir Abbas et de « neutraliser » les rôles de la Turquie et du Qatar. Doha a aidé à financer la reconstruction de l'enclave après l'[attaque militaire dévastatrice par Israël](#) en 2014.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont mené une